



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

25 juillet 2018

L'énergie n'est pas une marchandise ! La grande distribution ne doit pas vendre de l'électricité... !

Les semaines passent et le flot de nouveaux fournisseurs d'électricité et de gaz ne tarit pas. A croire que ce marché doit être juteux tant la concurrence fait rage. Après Cdiscount, filiale du groupe Casino, une autre grande enseigne de distribution vient d'annoncer cette semaine une offre soi-disant « alléchante » permettant de substantielles économies en cash back, générant des bons de réduction.

Voilà une véritable économie circulaire en perspective pour cette enseigne qui oblige l'utilisateur à consommer chez elle !

Une magnifique société de consommation qui de la vente d'électricité va permettre d'acheter un kilo de pommes de terre en retour de bons d'achat... Le modèle d'une belle libéralisation de l'énergie prôné par l'Europe et appliqué par les gouvernements successifs que voilà !

Il n'en est rien sauf une véritable opération de communication et de séduction faisant croire aux usagers un gain de pouvoir d'achat.

Cette belle société de consommation va-t-elle réellement permettre aux 13 millions de personnes en précarité énergétique d'acheter ses kilowatts et les fournitures scolaires des enfants en bons d'achat en même temps !

Pour la FNME CGT, cette comédie a trop duré ! Faire croire aux consommateurs qu'ils feront des économies sur leur facture tout en maintenant une qualité de fourniture d'énergie et une qualité de service public est illusoire. Un prix bas pour tous n'est obtenu que lorsque le secteur est organisé et structuré en dehors d'une logique marchande.

La fermeture des moyens de production classiques pilotables nous entraîne dans une raréfaction énergétique avec une flambée annoncée des prix lors des pics de consommation. Les bons d'achat E. Leclerc vont valoir de l'or...

Pour qu'il y ait des fournisseurs, il faut qu'il y ait des producteurs, or ceux-ci sont de plus en plus mal en point à l'échelle européenne.

Les producteurs qui utilisent des énergies renouvelables ne doivent leur survie que dans un système d'assistanat grâce au rachat obligatoire de leur production d'électricité et ne peuvent garantir la fourniture de l'énergie à tout instant. Depuis 2010, ce sont 38,4 milliards d'euros payés par les usagers pour soutenir l'électricité photovoltaïque et 40,7 milliards d'euros pour soutenir l'éolien et ce pour répondre à 15% de la consommation totale.

Le consommateur final paie de plus en plus la facture, la Contribution au Service Public de l'Electricité (CSPE) ayant flambé de 40% en quelques années et l'ensemble des taxes représentant plus du tiers de la facture énergétique.

Il est grand temps de stopper ce marché de dupes !

La FNME CGT porte des préconisations pour un Service Public de l'énergie, permettant une véritable réponse aux besoins de la population tant économique que technique.

Contact Presse
Hervé BEQUET
06 09 68 54 94
hbequet@fnme-cgt.fr

www.fnme-cgt.fr



FNME CGT
263 rue de Paris 93516
Montreuil Cedex
Tel.: 01 55 82 78 00

#Fédérer les Énergies

La première mesure phare que le gouvernement devrait engager pour le pouvoir d'achat des Français, serait de passer à une TVA à 5,5% sur l'électricité et le gaz, énergies de première nécessité. Faire ce choix, c'est permettre aux français d'économiser 15% sur leurs factures.

La seconde, l'arrêt de la libéralisation du secteur avant que l'électricité et le gaz ne soient fournis par la grande distribution et des marchands de tapis low cost.

L'énergie n'est pas une marchandise, c'est un bien commun qui répond à l'intérêt général.

Interlocuteur :
LAMBERT Julien – 06 79 78 60 08



Contact Presse
Hervé BEQUET
06 09 68 54 94
hbequet@fnme-cgt.fr

www.fnme-cgt.fr



FNME CGT
263 rue de Paris 93516
Montreuil Cedex
Tel.: 01 55 82 78 00

 **#Fédérer les Énergies**